

## Bulletin d'histoire politique

# À propos de Genèse des nations et cultures du Nouveau Monde de Gérard Bouchard

Jacques Rouillard



Volume 11, numéro 1, automne 2002

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1060582ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1060582ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique  
Lux Éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Rouillard, J. (2002). À propos de Genèse des nations et cultures du Nouveau Monde de Gérard Bouchard. *Bulletin d'histoire politique*, 11(1), 144–149.  
<https://doi.org/10.7202/1060582ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2002

Cet article est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

**é**rudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

# À propos de *Genèse des nations et cultures du Nouveau Monde* de Gérard Bouchard

Réplique à Éric Bédard

JACQUES ROUILLARD  
Département d'histoire  
Université de Montréal

Dans le titre d'une note de lecture d'un numéro du *Bulletin d'histoire politique* (vol. 9, no. 2, printemps 2001), Éric Bédard caractérise le dernier volume de Gérard Bouchard, *Genèse des nations et cultures du Nouveau Monde*, de *magnus opus* de l'historiographie moderniste. Il y voit un ouvrage « tout à fait conforme à l'esprit des chercheurs de sa génération », « portant un regard novateur sur le parcours québécois » (p. 161)<sup>1</sup>. On me permettra de ne pas être d'accord avec son analyse. L'ouvrage pour lequel son auteur a reçu le prix du Gouverneur général du Canada se situe plutôt à mon avis dans le courant pré-moderniste interprétant l'histoire du Canada français pour la période 1840-1960 sous le signe du retard et de la *grande noirceur* tout en faisant de la Révolution tranquille l'événement propulsant le Québec francophone dans la modernité.

Rappelons que selon la thèse de Ronald Rudin, le « révisionnisme » qu'il décèle dans l'historiographie québécoise depuis les années 1970, présenterait l'histoire du Québec d'avant la Révolution tranquille comme celle d'une société « normale » à l'image des autres sociétés nord-américaines, gommant les conflits ethniques, exagérant l'urbanité des francophones, affirmant leur pluralisme idéologique, diminuant le rôle de l'Église catholique, prétendant à la diversité des classes sociales et exagérant le rôle du gouvernement du Québec<sup>2</sup>. Cette interprétation viserait selon lui à minimiser le caractère conservateur de la société franco-québécoise et à montrer que les francophones ont la capacité de faire leur place dans le monde (« they were able to make it in the world »). L'interprétation de Rudin est plutôt caricaturale, les historiens « révisionnistes » ne nient pas les traits conservateurs de cette société. Leur recherche montre plutôt qu'elle est diversifiée au point de vue idéologique et social tout en subissant depuis longtemps les effets de l'industrialisation<sup>3</sup>.

Dans *Genèse des nations...*, Gérard Bouchard présente une image bien différente de la société francophone jusqu'à la Révolution tranquille. Elle s'apparente bien davantage à l'interprétation que les intellectuels artisans de

la Révolution tranquille, surtout sociologues, ont présenté du Québec dans les années 1950 et 1960 (Jean-Charles Falardeau, Fernand Dumont, Marcel Rioux, Hubert Guindon, etc.) qu'à celle du courant « révisionniste » ou « moderniste ». Elle rejoint l'analyse classique de Marcel Rioux voulant que le Québec ait connu trois grandes phases de dominance au niveau de la pensée : l'idéologie de conservation de l'échec des Rébellions aux années 1950, l'idéologie de rattrapage dans les années 1950 sous l'effet de la poussée industrielle et l'idéologie de dépassement avec la Révolution tranquille<sup>4</sup>.

Il y a dans *Genèse des nations...* deux chapitres consacrés à l'histoire du Canada français pour la période 1840 à nos jours, soit environ 150 pages qui sont au cœur de l'ouvrage puisque la comparaison avec les autres collectivités neuves (Amérique latine, États-Unis, Canada anglais, Australie, Nouvelle-Zélande) vise à faire ressortir les facteurs de divergences et convergences de ces sociétés avec le Québec français. Si on excepte la Cession de 1760, l'auteur décèle deux ruptures dans l'histoire du Canada français, l'échec des Rébellions de 1837-38 et la Deuxième Guerre mondiale. La faillite des Rébellions aurait eu pour conséquence de plonger l'imaginaire collectif des francophones dans un conservatisme réactionnaire issu de la pensée cléricale. Le Québec sombrerait alors dans le « paradigme de la survivance », ses élites valorisant la vie rurale, la religion catholique, la langue et les vieilles traditions françaises. Leur discours pénétré d'anti-américanisme demeurerait réfractaire à l'industrialisation, à l'urbanisation, et hostile au progrès technologique (p. 216).

L'échec des Rébellions représente, à son avis, un phénomène capital dans l'histoire du Québec car la bourgeoisie au XIX<sup>e</sup> siècle, ailleurs dans le monde, a soutenu le combat de la laïcité et de la modernisation (p. 175). De plus, contrairement aux élites des autres sociétés neuves, celles du Canada français sombrent dans un sentiment d'impuissance collective, éprouvant beaucoup de difficultés à « établir avec le Nouveau Monde une relation spontanée, libre, cohérente et créatrice » (p. 110). « Le paradigme de la survivance, écrit-il encore, avec ses prémisses de fragilité, d'insécurité et d'incapacité collective, a étouffé la libre imagination du continent » (p. 156). On a affaire à un « vieux monde » dans le « nouveau ». Seul le milieu populaire manifesterait sa dissidence par son ouverture à la culture américaine. Il s'établirait ainsi un divorce entre les élites et le peuple, qui ne va pas plus loin cependant que de rêver d'américanité. De toute façon, l'auteur a peu à dire sur les classes populaires (quatre pages) et il les analyse à partir de l'imaginaire des élites (p. 136).

Le réveil de la société francophone commence à se produire dans les années 1940 sous l'effet de la croissance industrielle issue de la Deuxième Guerre. On assiste à une rupture politique et culturelle et au rejet de la

matrice de la survivance (p. 157). Le peuple ouvrier se manifeste comme classe sociale autonome (p. 159 et p. 169), le monde urbain s'impose dans le champ symbolique et le thème de l'américanité fait son entrée dans le discours littéraire et artistique (p. 161). La Révolution tranquille concrétise la fin du « paradigme de la survivance » dans l'imaginaire des élites permettant au Québec de combler son retard avec les autres collectivités neuves. « Après le repli, le dépli » (p. 167). Cette nouvelle vision met finalement les francophones au diapason du Nouveau Monde.

Évidemment avec une telle description du Canada français, l'auteur n'a pas de mal à opposer le dynamisme des autres collectivités neuves au conservatisme de la société canadienne-française. Deux visions mythiques se confrontent alors : « l'affirmation conquérante, la liberté sauvage, la force physique et la résistance » du *bushman* australien, du *frontierman* états-unien ou du *gaucho* sud-américain versus la « modération, la soumission, la dévotion et le renoncement » du colon canadien-français » (p. 403). L'image qu'il dresse du Canada français se révèle plutôt déprimante, mais heureusement la Révolution tranquille le libère de ces démons.

Cette description se situe aux antipodes du courant historiographique « moderniste » qui imprègne par exemple les deux tomes de la synthèse classique, *Histoire du Québec contemporain* de Paul-André Linteau et *al.* (voir la conclusion du tome 2). Bouchard connaît bien ce courant, reconnaissant dans *Genèse des nations...* qu'il a dominé la pratique historique au Québec depuis la fin des années 1970 (p. 71)<sup>5</sup>. Ses travaux sur le Saguenay peuvent y être rattachés car il reconnaît beaucoup de similitudes (comme des différences) entre le Québec rural et les autres sociétés agraires nord-américaines. Mais dans *Genèse des nations...*, son analyse de la société canadienne-française se détache de cette interprétation, insistant sur le conservatisme idéologique profond des élites (monolithisme) et réduisant les autres courants de pensée à des tendances marginales.

Et pourtant, le libéralisme a constitué une vision de société qui a animé une faction très importante de la bourgeoisie canadienne-française. Comme l'ont montré plusieurs travaux, cette tendance, qui va bien au-delà du simple appui au laisser faire capitaliste (p. 402) ou de la volonté de s'assurer le contrôle du patronage, s'exprime tant dans le milieu des affaires francophones (voir Fernande Roy, *Progrès, harmonie, liberté*) qu'à travers les partis conservateur et libéral. Ce dernier parti, faut-il le rappeler, domine complètement la vie politique au Québec pendant la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Loin d'être branchées à la seule influence française, ces élites s'inspirent d'un libéralisme modéré qui tient en admiration les institutions politiques britanniques, professe une foi profonde dans le Canada et voit d'un bon œil le progrès économique par l'industrialisation. C'est la pensée qui anime les

principaux leaders politiques de Louis-Hyppolyte La Fontaine à Louis Saint-Laurent en passant par George-Étienne Cartier, Wilfrid Laurier, Honoré Mercier et Antoine Godbout. Ils ne partagent en rien l'âme de vaincu, l'obtention du gouvernement responsable en 1848 et le régime démocratique assurant à leurs yeux l'avenir du peuple canadien-français. D'ailleurs, tout un courant historiographique, que Bouchard analyse uniquement à l'aune du conservatisme, se fait le chantre des libertés britanniques (François-Xavier Garneau, Benjamin Sulte, L.-P. Turcotte, L.-O. David, Alfred De Celles, Thomas Chapais, etc.). C'est à eux que Michel Brunet faisait référence en parlant de l'interprétation « des équipes gagnantes »<sup>6</sup>. La « britannité » du Québec est malheureusement tout à fait absente du volume au profit d'une omniprésence de la pensée clérico-conservatrice.

Dans son récent volume, *Histoire sociale des idées au Québec, 1760-1896*, Yvan Lamonde montre notamment que le libéralisme n'est pas mort avec l'échec des Rébellions, qu'il anime les hommes politiques au XIX<sup>e</sup> siècle et qu'il constitue un contrepoids à l'influence cléricale. Au début du XX<sup>e</sup> siècle, les grands quotidiens francophones (*La Presse*, *La Patrie*, *Le Soleil*), relayés par de nombreux hebdomadaires régionaux, sont ouverts à la modernité et au progrès économique grâce aux investissements américains (voir Yves Roby, *Les Québécois et les investissements américains, 1918-1929*). Le journal *La Presse*, dont la facture (comme *La Patrie*) s'inspire depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle des journaux de la chaîne américaine Hearst, vend en moyenne 146 000 copies par jour en 1920, ce qui vaut bien des romans du terroir comme lieu de formation de l'imaginaire, tant pour les élites que pour le peuple.

Par ailleurs, Bouchard fait fi de l'apport de la classe ouvrière dans la construction de l'identité francophone, imaginant sans doute que les salariés constituent un groupe marginal peu conscient de ses intérêts (p. 144 et p. 175). Bien avant la grève de l'amiante de 1949, de nombreux conflits de travail ont provoqué des déchirures, les taux de propension à la grève étant comparables au Québec à ceux de l'Ontario. Il en est de même des niveaux de syndicalisation depuis le début du siècle. Signe tangible de l'influence états-unienne sur le Québec, les syndiqués membres d'unions internationales sont trois fois plus nombreux que ceux appartenant au syndicalisme catholique. En 1921, ils sont environ 55 000 au Québec, aux trois quarts francophones, préconisant un programme réformiste de nature social-démocrate, inspiré du *travailleursisme* britannique. Tout en acceptant le régime de propriété privé, ils apportent leur soutien aux institutions démocratiques et prônent un élargissement du rôle de l'État (nationalisation, programmes sociaux, réforme de l'éducation). Leur pensée diffusée notamment par leurs nombreuses instances au Québec et leur journal, *Le Monde Ouvrier*, constitue

un apport significatif à la pensée sociale qui, au même titre que d'autres courants, moule le parcours intellectuel franco-québécois (p. 144).

Le projet de Gérard Bouchard de confronter l'évolution de l'imaginaire collectif canadien-français à celui d'autres collectivités neuves représente un défi considérable tant par la somme de connaissances qu'elle impose que par la difficulté d'aborder le sujet sous un angle méthodologique. Il est certain que l'histoire comparative peut être extrêmement riche pour acquérir, comme il l'écrit, « une image plus précise de soi dans le miroir de l'autre » (p. 42). Il faut donner le crédit à l'auteur de tenter de sortir de questionnements locaux pour envisager nos problèmes dans de larges perspectives. Mais l'entreprise nous laisse sur notre faim. Contrairement à ses travaux antérieurs sur le Saguenay qui reposait sur une solide base socio-économique, ce dernier ouvrage prend le parti de l'histoire culturelle, soit celle du discours et de l'imaginaire articulé surtout par les élites, pour parvenir à mieux comprendre la dynamique social.

Cependant, ce chemin est plein d'embûches car la représentation est un miroir déformant qui cache souvent des intérêts et vise à masquer ou à transformer la réalité. Il y a souvent un monde entre le discours et le réel comme l'illustre l'entreprise cléricale ayant pour objectif, depuis le renouveau religieux du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, d'enserrer le Québec dans une bulle idéologique le protégeant des idées libérales et du monde industriel. Bouchard s'est fait prendre au jeu tout comme les intellectuels antiduplessistes des années cinquante qui proposent une vision de l'histoire du Québec sous le seul signe du conservatisme clérical (Pierre-Elliott Trudeau est de ceux-là qui croit que les Canadiens français ont toujours été réfractaires à la démocratie). Peu férus de la recherche historique à cause de leur spécialisation, ils ignorent que le libéralisme qui les anime eux-mêmes a des racines profondes au Québec et que l'industrialisation fait sentir ses effets depuis longtemps. Ce sont des orphelins pour qui la Révolution tranquille apparaît comme une cassure sans lien aucun avec un passé plus lointain. Cette interprétation avec laquelle de nombreux historiens avaient pris leur distance est réanimée par Bouchard qui est peut-être trop marqué par la seule structure sociale saguenayenne. Le Québec, c'est aussi une société industrielle et urbanisée: en 1921, plus de vingt pour cent des Franco-Québécois habitent Montréal et leur taux d'urbanisation se compare à celui de la moyenne canadienne (villes de 10 000 habitants et plus). L'imaginaire du peuple comme des élites ne peut qu'en être touché.

## NOTES ET RÉFÉRENCES

1. L'explication de Bédard voulant que le volume de Gérard Bouchard soit représentatif du courant « révisionniste » se retrouve aussi dans les comptes-rendus de Damien

Bélanger (*Mens*, vol. 2, no. 1 (automne 2001) et par Heinz Weinmann (*Spirales*, mai-juin 2001, p. 26)

2. Ronald Rudin, « Revisionism and the Search for a “Normal Society”: A Critique of Recent Québec Historical Writings », *The Canadian Historical Review*, vol. 73, no. 1 (1992), p. 30-61. Voir aussi *Faire de l'histoire au Québec*, Québec, Septentrion, 1998, p. 199-248.

3. Pour une critique de la thèse de Rudin à partir de données socio-économiques, voir mon article « La Révolution tranquille: rupture ou tournant ? », *Revue d'études canadiennes/Journal of Canadian Studies*, vol. 32, no. 4 (hiver 1998), p. 23-51.

4. Marcel Rioux, *La Question du Québec*, Paris, Seghers, 1969, 230 p.; « Sur l'évolution des idéologies au Québec », *Revue de l'Institut de sociologie*, 1968, no. 1, p. 95-124.

5. Il en faisait déjà antérieurement la critique. Ainsi, dans le *Bulletin d'histoire politique* (vol. 5, no. 3, été 1997), le « révisionnisme » lui apparaissant une sorte de « vulgate » qu'il se proposait de dépasser par l'histoire comparative.

6. Michel Brunet, « Histoire vécue, histoire enseignée » (1970), dans *Notre passé, le présent et nous*, Montréal, Fides, 1976, p. 135-146.